



Friedrich Merz, chancelier fédéral depuis mai 2025, adopte une posture hostile envers la Russie.

Lettre ouverte au chancelier Friedrich Merz

L'économiste et diplomate Jeffrey Sachs appelle le chancelier allemand Merz à entamer sans délai des pourparlers avec le président russe Vladimir Poutine au sujet de la paix en Europe.

mar. 02 juin 2026 12 min de lecture

Note de la rédaction : Il existe encore des intellectuels qui ont le courage d'assumer leur mission la plus noble : être la conscience morale de leur époque, sans se soucier de l'air du temps ni des conséquences personnelles que cela peut entraîner. L'économiste américain Jeffrey Sachs est de ceux-là. Dans une lettre ouverte du 27 mai 2026, adressée au chancelier allemand Friedrich Merz et publiée dans le [Berliner Zeitung](#),

Sachs lui rappelle ses devoirs, avec toute la courtoisie que commande sa fonction. Le simple fait qu'une telle lettre doive être écrite témoigne du caractère profondément préoccupant de la situation politique internationale.

Monsieur le Chancelier fédéral Merz,

Il y a six mois, lorsque je vous ai adressé une lettre ouverte, j'ai appelé l'Allemagne à rechercher la voie de la diplomatie avec la Russie plutôt que de normaliser la guerre. Six mois plus tard, la situation en Europe s'est dramatiquement détériorée. L'Europe et la Russie glissent vers une guerre ouverte. Dans cette situation, vous portez, Monsieur le Chancelier, une responsabilité unique. Aucun autre chef d'État ou de gouvernement européen – ni à Paris, ni à Varsovie, ni à Rome – ne dispose du poids de l'Allemagne ni n'a le pouvoir que vous détenez personnellement pour empêcher cette catastrophe. Allez-vous vous engager en faveur de la paix?

En janvier 2026, vous-même avez demandé, conjointement avec la Première ministre Meloni et le président Macron, la reprise des relations de l'Europe avec la Russie et qualifié la Russie de « pays européen ». Pourtant, vous n'avez pas poursuivi la voie diplomatique. Au moment où l'avenir de l'Europe est en jeu, il s'agit là d'un abandon extraordinaire de vos responsabilités. Avez-vous, durant votre mandat de chancelier, tenté d'engager un seul dialogue de fond avec le président Poutine ? Votre ministre des Affaires étrangères a-t-il tenté d'engager un seul dialogue de fond avec le ministre des Affaires étrangères Lavrov ? De véritables conversations, semblables à celles qui ont mis fin à la Guerre froide. D'après les informations accessibles au public, la réponse est non. Pas une seule fois. Et ce n'est pas faute d'avoir pris conscience de l'urgence de la situation.

Les derniers jours ont apporté une escalade dangereuse qui devrait alerter tous les Européens. Les deux capitales sont désormais sous des tirs continus: des drones ukrainiens de longue portée ont frappé en profondeur à Moscou, y compris des cibles civiles. Les attaques russes de missiles et de drones contre Kiev se sont massivement intensifiées. Des drones ukrainiens ont pénétré dans l'espace aérien des États baltes, faisant naître le risque immédiat d'un incident susceptible d'entraîner directement l'Europe dans la guerre. Une attaque ukrainienne effroyable contre une école de garçons à Louhansk a encore davantage sapé les derniers restes de retenue. Le 25 mai, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a officiellement informé, sur instruction du président Poutine, le secrétaire d'État américain que les forces armées russes mèneraient désormais « des attaques systématiques et soutenues » contre des installations et des centres de décision à Kiev. Le ministère russe des Affaires étrangères a conseillé aux États-Unis et à

d'autres pays de « veiller à l'évacuation de leur personnel diplomatique et de leurs ressortissants de la capitale ukrainienne ». Ce message marque le début d'une escalade massive. La diplomatie est plus urgente que jamais.

La solution pour défendre l'Ukraine ne réside pas dans la poursuite du carnage, mais dans une paix acceptée par toutes les parties. Au lieu de cela, nous sommes confrontés à une escalade, avec davantage de morts, davantage de destructions et la perspective réelle d'une guerre qui s'étend au-delà de l'Ukraine. En réclamant toujours plus d'armes, une capacité de combat toujours plus grande et des démonstrations de « détermination » toujours plus bruyantes, et en laissant entendre que l'Allemagne se prépare à la guerre plutôt que de s'efforcer d'y mettre fin, vous avez permis à Berlin de devenir un catalyseur plutôt qu'un frein à une guerre à l'échelle européenne.

La responsabilité de l'Allemagne: six points

L'Allemagne porte une responsabilité considérable dans la situation actuelle. Avant que la politique allemande puisse être réorientée vers la paix, il faut examiner honnêtement le passé de l'Allemagne. Je présente ci-dessous six graves manquements de la politique étrangère allemande à l'égard de la Russie depuis la réunification allemande de 1990.

Premièrement – le traité 2+4 et l'élargissement à l'Est de l'OTAN

Le 12 septembre 1990, l'Allemagne a signé à Moscou le Traité sur le règlement définitif concernant l'Allemagne – le « traité 2+4 » – qui a parachevé la réunification allemande. Ce traité a vu le jour parce que Mikhaïl Gorbatchev a reçu de Hans-Dietrich Genscher, Helmut Kohl, James Baker et d'autres dirigeants occidentaux l'assurance solennelle que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est. Les archives déclassifiées – notamment les mémorandums désormais accessibles au public du National Security Archive de l'Université George Washington – sont sans équivoque: ces assurances ont été données et devaient, comme cela avait été clairement formulé à l'époque, s'étendre au-delà du territoire de l'ancienne RDA à l'ensemble de l'Europe de l'Est. Elles ont été réaffirmées en 1990 et 1991. Le traité 2+4 limite le stationnement de troupes de l'OTAN sur le territoire de l'ancienne RDA et rappelle les principes de l'Acte final d'Helsinki, qui souligne que la sécurité d'aucune nation ne doit se faire au détriment de la sécurité d'une autre. Quelqu'un croit-il sérieusement que l'Union soviétique refusait la présence de troupes occidentales sur le territoire de l'ancienne RDA, mais restait indifférente à la présence d'armées de l'OTAN à Varsovie, Vilnius ou Kiev? Bien sûr que non. L'élargissement de l'OTAN a été largement débattu, et l'Allemagne a donné à la

direction soviétique des assurances explicites qu'elle refuserait l'extension vers l'Est – assurances qu'elle a ensuite violées. L'Allemagne a été la principale bénéficiaire de ces garanties, qui constituaient la contrepartie de la réunification allemande. Pourtant, dès 1993, des responsables politiques allemands ont commencé à rompre ces engagements.

Deuxièmement – la propre déclaration de la chancelière Merkel

Dans ses mémoires, Angela Merkel écrit avec une franchise remarquable qu'au moment du sommet de Bucarest en 2008, elle comprenait que l'invitation de l'Ukraine et de la Géorgie à rejoindre l'OTAN équivalait à une déclaration de guerre à la Russie. Elle connaissait la ligne rouge de la Russie. Et pourtant, elle a cédé à la pression américaine et accepté la déclaration de compromis selon laquelle l'Ukraine et la Géorgie pourraient « devenir membres » de l'OTAN un jour. Cette seule phrase a mis en marche les catastrophes de 2014 et 2022. La franchise ultérieure de Merkel est un cadeau à ses successeurs: elle vous a dit clairement ce qui était déjà clair à l'époque. L'Allemagne ne devrait pas faire semblant aujourd'hui de ne pas le savoir.

Troisièmement – la trahison de l'accord du 21 février 2014

Le 21 février 2014, le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque, Frank-Walter Steinmeier, a négocié à Kiev, conjointement avec ses homologues polonais et français, un accord entre le président Ianoukovitch et l'opposition. L'accord prévoyait le rétablissement de la Constitution de 2004, la formation d'un gouvernement d'union nationale et la tenue anticipée d'élections présidentielles. Le président Poutine a été consulté; l'accord a été entériné. Il s'agissait d'un succès diplomatique majeur dans une situation de fortes tensions et de violences ouvertes. Pourtant, en l'espace de 24 heures, Ianoukovitch a été renversé par un coup d'État violent. L'Allemagne n'a pas insisté sur l'application de l'accord qu'elle venait de garantir. Au contraire, suivant l'exemple des États-Unis, l'Allemagne a soutenu le nouveau gouvernement comme s'il n'y avait jamais eu d'accord. Cette décision a conforté Moscou dans l'idée qu'on ne pouvait pas faire confiance aux signatures occidentales.

Quatrièmement – Minsk II

En février 2015, la chancelière Merkel a personnellement négocié l'accord de Minsk II dans le format Normandie et, dans la déclaration de soutien adoptée à Minsk le 12 février 2015, a apporté le soutien politique de l'Allemagne. Pendant sept ans, la disposition politique centrale – l'autonomie des régions du Donbass au sein d'une Ukraine souveraine – n'a pas été mise en œuvre par Kiev. L'Allemagne n'a exercé aucune pression sur Kiev pour qu'elle applique la disposition d'autonomie qu'elle avait elle-même exigée. Merkel a reconnu plus tard que l'accord avait été utilisé

comme un moyen de pression pour permettre à l'Ukraine de se réarmer. Le président Hollande s'est exprimé dans le même sens. La garantie n'était donc en réalité pas une garantie. C'était une stratégie – là encore sur ordre de Washington. Une fois de plus, le message adressé à Moscou était: on ne peut pas faire confiance aux signatures occidentales.

Cinquièmement – Nord Stream

Le 7 février 2022, le président Biden a déclaré dans l'East Room de la Maison-Blanche – en présence du chancelier Olaf Scholz de l'époque: « Si la Russie envahit (l'Ukraine), il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin. » À la question de savoir comment, il a répondu: « Je vous le promets, nous serons en mesure de le faire. » Sept mois plus tard, les gazoducs ont été détruits par un acte de sabotage en mer Baltique. Les éléments de preuve disponibles – enquêtes d'investigation aux États-Unis et en Allemagne, investigations du parquet fédéral allemand et déclarations publiques d'anciens responsables – indiquent de manière écrasante une opération conjointe américano-ukrainienne. Le gouvernement fédéral allemand le savait depuis longtemps. Et pourtant, l'Allemagne a laissé l'opinion publique attribuer la responsabilité à la Russie, à rebours des preuves évidentes, tandis qu'un acte de sabotage industriel contre l'économie allemande est resté impuni et sans réponse.

Sixièmement – l'accord d'Istanbul d'avril 2022, à portée de main

Quelques semaines seulement après l'invasion russe de février 2022, des négociateurs russes et ukrainiens se sont réunis à Istanbul pour discuter des conditions d'un accord de paix: neutralité de l'Ukraine en dehors de l'OTAN, garanties de sécurité multilatérales, limitations convenues des forces armées et résolution politique progressive de la question du Donbass et de la Crimée. L'accord était sur le point d'être signé. L'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, l'un des médiateurs, a confirmé publiquement que l'accord était imminent et que l'Occident – en particulier les États-Unis et le Royaume-Uni – avait tenté de l'empêcher. La mission du Premier ministre Boris Johnson à Kiev en avril 2022, pour enjoindre à l'Ukraine de ne pas signer l'accord, est documentée. Des centaines de milliers de vies ukrainiennes et russes, ainsi que l'ensemble de l'ordre européen, ont payé le prix de cette intervention américano-britannique. L'Allemagne est restée silencieuse – alors même qu'aucun autre pays européen n'a eu à supporter autant qu'elle les conséquences économiques.

L'autodestruction économique de l'Allemagne

Votre priorité absolue doit être la paix. Les informations actuelles en provenance de Moscou soulignent l'urgence de la situation. Mais parallèlement à cette première catastrophe, une seconde se prépare: la destruction délibérée de l'économie allemande, Berlin étant à la fois l'instigateur et la victime.

L'industrie allemande reposait sur le commerce avec la Russie. La destruction de Nord Stream et la rupture qui s'en est suivie des relations commerciales germano-russes ont conduit l'Allemagne à acheter du gaz naturel aux États-Unis à des prix plusieurs fois supérieurs à ceux du gaz russe acheminé par gazoduc qu'il remplace. C'est un suicide industriel. L'industrie chimique, sidérurgique, verrière allemande, les fabricants à forte intensité énergétique – le socle du Mittelstand – perdent chaque jour en compétitivité internationale. Des emplois qualifiés disparaissent de l'économie allemande. Et le contribuable et le consommateur allemands transfèrent la richesse nationale, dans des proportions sans précédent dans l'Europe de l'après-guerre, de l'Allemagne vers les producteurs américains de gaz.

En outre, le gouvernement fédéral prévoit désormais une expansion massive de l'armement – des centaines de milliards d'euros au cours de la prochaine décennie – pour se préparer à une guerre qui aurait pu être facilement évitée par la diplomatie. Il s'agit d'une allocation manifestement erronée des ressources nationales. Le défi central pour l'Allemagne dans cette décennie est la compétitivité à l'ère numérique. Chaque euro dépensé pour des chars, des missiles et des obus d'artillerie manque aux capacités allemandes en matière d'IA, au développement et à la fabrication de puces, à son infrastructure énergétique et aux réseaux numériques à haut débit dont elle a besoin pour rester une puissance économique de premier plan.

La dure réalité, Monsieur le Chancelier, est la suivante: ces armes ne peuvent pas acheter la sécurité qui pourrait être obtenue par la diplomatie à une fraction du coût. Et sans les investissements dans la numérisation et l'énergie, qui sont évincés par cette course aux armements, aucune prospérité n'est possible.

Mon appel

Monsieur le Chancelier, plus que tout autre chef d'État ou de gouvernement européen, c'est à vous qu'il revient de décider si l'Europe glisse vers une guerre généralisée ou revient à la négociation et à la raison économique. Il est grand temps d'agir. Le message officiel actuel de Moscou à Washington le montre clairement. Je vous prie d'engager le dialogue avec le président Poutine. Je vous prie d'envoyer votre ministre des Affaires étrangères à Moscou ou d'inviter le ministre russe des

Affaires étrangères à Berlin. Je vous prie de rouvrir les canaux de l'OSCE que l'Allemagne a laissés déperir. Je vous prie d'exhorter Kiev à cesser les attaques contre des cibles civiles.

Mais surtout: dites la vérité au public allemand. Une paix négociée fondée sur la neutralité de l'Ukraine est la voie réaliste pour sortir de la catastrophe, et le rétablissement de relations économiques normales avec la Russie est la voie réaliste pour sortir du déclin industriel de l'Allemagne.

Les conditions d'un accord acceptable que l'Allemagne pourrait proposer sont claires: les combats cessent le long d'une ligne de cessez-le-feu. Toutes les parties renoncent à tout recours futur à la force dans les questions frontalières. L'Ukraine rétablit sa neutralité, l'OTAN renonce définitivement à tout nouvel élargissement vers l'Est. L'Europe et la Russie reprennent leurs relations économiques et mettent fin à l'escalade belliciste. L'OSCE redevient le forum central de la sécurité européenne, sur le principe que la sécurité en Europe est indivisible et ne repose pas sur des blocs militaires qui divisent le continent. Dans un tel scénario de paix, l'Allemagne peut concentrer ses ressources nationales sur les investissements dans la numérisation, l'IA, les semi-conducteurs et l'énergie, dont dépend l'avenir économique du pays.

L'Histoire se souviendra de ce que vous ferez et de ce que vous omettrez de faire dans les semaines à venir. Il en va de même pour l'opinion publique allemande, pour les peuples de Russie, d'Ukraine et de toute l'Europe. Il est temps pour la diplomatie, Monsieur le Chancelier. Le choix vous appartient.

Veillez agréer, Monsieur le Chancelier fédéral, l'expression de ma très haute considération,

Jeffrey D. Sachs

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Allemagne Lettre ouverte Gorbatchev, Mikhail Lavrov, Sergey Merkel, Angela

Merz, Friedrich Poutine, Vladimir L'OTAN